

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1896-1897.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE DÉCEMBRE 1896.

FEUILLETON AU 10 JANVIER 1897.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 1950. | <p>Par pétition datée de Braine-le-Château, le 2 décembre 1896,</p> <p>Le sieur Devillers, sous-instituteur à Braine-le-Château, prie la Chambre d'introduire dans la loi sur les pensions des instituteurs une disposition permettant aux instituteurs communaux d'effectuer les versements à la caisse de retraite pour les années de service qu'ils auraient passées antérieurement dans l'enseignement adopté.</p> <p>1975. Même pétition de sous-instituteurs communaux de Braine-le-Comte.</p> <p>Décision : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 2. | 1951. | <p>Par pétition datée d'Angleur, le 5 décembre 1896,</p> <p>Des habitants d'Angleur prient la Chambre de reviser la loi qui fixe à douze cents francs le maximum de rentes viagères qu'on peut se créer à la Caisse de retraite sous la garantie de l'État.</p> <p>Même pétition d'habitants de Liège.</p> <p>Décision : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
3.	1955.

Par pétition datée d'Anvers, le 4 décembre 1896,

Le sieur Seeldraeyers, volontaire avec prime de la levée de milice de 1886, à Anvers, demande de pouvoir toucher une partie de la somme qui lui resterait due du chef de son engagement dans l'armée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

4.	1956.	Par pétition datée de Bruxelles, le 29 novembre 1896,
----	-------	---

La dame Michiels, à Bruxelles, sollicite une augmentation de pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

5.	1959. 1987.	Par pétition datée de Saint-Gilles, le 4 décembre 1896,
----	----------------	---

1997. 2004. 2010.	Le collège des bourgmestre et échevins de Saint-Gilles (Brabant) transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité, priant la Chambre de voter une loi créant une caisse de retraite sous la garantie de l'État en faveur des employés des communes et des administrations qui en dépendent.
-------------------------	---

Mêmes vœux émis par les conseils communaux de Dampremy, Ostende, Tirlemont, Lokeren et Berchem-lez-Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

6.	1962.	Par pétition datée de Schaerbeek, le 7 décembre 1896,
----	-------	---

Le collège des bourgmestre et échevins de Schaerbeek (Brabant), transmet à la Chambre une expédition de la protestation adressée au Gouvernement par le conseil communal de cette localité, au sujet du placement des rails pour la traction électrique des tramways sur la partie du territoire de la commune de Schaerbeek située rue Royale.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

7.	1963.	Par pétition datée de Malines, le 24 novembre 1896, Des habitants de Malines prient la Chambre de voter
----	-------	--

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

une loi sur les sociétés coopératives, contenant les dispositions qu'ils proposent.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

8. 1965. Par pétition datée de Alhoumont (Tavigny), le 4 décembre 1896,

Un habitant d'Alhoumont (Tavigny) demande l'annulation d'une décision du conseil communal de Tavigny, nommant instituteurs communaux les instituteurs adoptés d'Alhoumont, Cetturu, Tavigny et Bœur.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

9. 1966. Par pétition datée de Zele, le 8 décembre 1896,
1976. Des instituteurs du canton de Termonde proposent
1980. des modifications à la loi organique de l'enseignement
1993. primaire, et émettent plusieurs vœux relatifs à la pen-
1999. sion des membres du personnel enseignant primaire.

Mêmes pétitions d'instituteurs des cantons de Molenbeek-Saint-Jean, Gembloux, Ciney, Chimay, Tirlemont.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

10. 1957. Par pétition datée de Thuin, le 6 décembre 1896,
1968. Des instituteurs du canton de Thuin proposent des
1992. modifications à certaines dispositions des lois et règle-
2003. ments relatifs aux pensions des professeurs et insti-
tuteurs communaux ainsi que de leurs veuves et orphelins.

Mêmes pétitions d'instituteurs des cantons de Malines, Heyst-op-den-Berg, Anvers et de l'arrondissement de Bastogne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

11. 1974. Par pétition datée de Mons, le 11 décembre 1896,
Des habitants de Mons demandent que la loi accorde compétence aux juges de paix pour statuer sur les litiges de moins de 400 ou 500 francs entre commerçants.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

12.

1977.

Par pétition datée de Verviers, le 2 novembre 1896,

Des habitants de Verviers sollicitent l'intervention de la Chambre pour qu'une pension soit accordée aux anciens soldats miliciens ayant servi sous le règne de Léopold I^{er}, et ils demandent qu'une distribution de secours soit faite, en attendant, aux plus nécessiteux d'entre eux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

13.

1978.

Par pétition datée d'Anvers, le 12 décembre 1896,

Le sieur Michaël, à Anvers, demande que des mesures soient prises pour éviter autant que possible les sinistres maritimes ; il préconise l'emploi d'un pont en bois fixé aux navires, de telle façon que, lorsque ceux-ci viennent à sombrer, le pont se détache et flotte à la surface de la mer.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

14.

1979.

Par pétition datée de Hamme, le 13 novembre 1896,

Le sieur Vandenbranden, à Hamme, soldat réformé pour infirmités contractées au cours de son service militaire, demande que la pension qui lui a été servie jusqu'à ce jour lui soit continuée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

15.

1981.

1986.

Par pétition datée de Limbourg, le 14 décembre 1896,

Les sieurs Massart, Hourand et Gnellf, gendarmes pensionnés, sollicitent l'octroi d'une rente viagère attachée à la décoration militaire.

Même pétition des sieurs Ludig, à Rahier, et Lefebvre, à Cheneux-la-Gleize.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

16.

1982.

Par pétition datée d'Anvers, le 17 novembre 1896,

Des sous-chefs de station, à Anvers, demandent à être rangés dans le personnel du service actif au point de vue du règlement de leur pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

17.

1983.

Par pétition datée de Landen, le 15 décembre 1896,

Des cabaretiers de Landen signalent l'inégalité existant entre les débitants de boissons alcooliques sous le rapport de la patente et préconisent la fixation d'une taxe uniforme qui frapperait tous les cabaretiers vendant des boissons alcooliques.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

18.

1991.

Par pétition datée de Mouscron, le 17 décembre 1896,

1996.

Des brigadiers, sous-brigadiers et préposés des douanes, à Mouscron, sollicitent l'intervention de la Chambre pour obtenir la gratuité du parcours sur les chemins de fer de l'État, en cas de changement de résidence ou de congé.

Même pétition de brigadiers, sous-brigadiers et préposés des douanes, à Gand.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

19.

1995.

Par pétition datée de Malines, le 17 décembre 1896,

Le sieur Vlamynck, ex-agent de police à Malines, proteste contre la révocation dont il a été l'objet de la part de l'administration communale de cette ville; il sollicite l'intervention de la Chambre et il demande que des mesures soient prises pour protéger les petits employés communaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

20.

1998.

Par pétition datée de Mons, le 17 décembre 1896,

Le sieur Galmache, à Mons, demande le vote d'une loi pour la protection des inventions et sollicite une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

21.

2000.

Par pétition datée d'Arendonck, le 19 novembre 1896,

Le sieur Pottilius, à Arendonck, sollicite la remise de contributions qu'il aurait indûment payées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
----------------------------	--

22.

2009.

Par pétition datée de Gand, le 21 décembre 1896,

Des habitants de Gand demandent la fermeture complète des frontières au bétail hollandais aussi longtemps que celui-ci sera contaminé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

23.

2011.

Par pétition datée de Bruxelles, le 23 décembre 1896,

Le sieur Wyers, à Bruxelles, prie la Chambre de voter une loi sur l'exercice de la profession d'agent de change et d'y inscrire les dispositions qu'il préconise.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

